

## Commission permanente

Réunion du 27 avril 2020

N° : 7410

**66**  
**3D3-01**

Objet de la délibération :

**CONVENTION POUR LES ENSEIGNANTS REFERENTS  
SCOLAIRES - REPARTITION DES FRAIS**

Rapporteur : Mme Marie-Pierre MOUTON

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 19 juin 2017,  
Vu l'article L.3211-1 du Code général des collectivités territoriales,  
Vu le rapport de la Présidente du Conseil départemental indiquant que :

L'article L112-2 du Code de l'Education pose le droit à la scolarisation de tous les élèves handicapés en milieu scolaire ordinaire.

Cette compétence est partagée entre l'Etat (Ministère de l'Education nationale) et le groupement d'intérêt public (GIP) MDPH (maison départementale des personnes handicapées) de la Maison Départementale de l'Autonomie de la Drôme (MDA), placé sous la tutelle administrative et financière du Département.

Depuis plusieurs années, le Département s'est engagé à soutenir une politique en faveur des personnes en situation de handicap. L'enseignant référent scolaire (ERS) intervient principalement après décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH), instituée par l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles ; il tend à assurer la meilleure mise en œuvre possible du projet personnalisé de scolarisation et, dans ce cadre, il assure un suivi du parcours de formation (art. L.112-2 du code de l'éducation) des élèves handicapés scolarisés au sein de son secteur.

En conséquence, le Conseil départemental accepte la prise en charge de certaines catégories de dépenses liées à la mise en œuvre du projet personnalisé de scolarisation des élèves en situation de handicap par les enseignants référents dédiés exerçant au sein des collèges.

Il est décidé entre les parties le principe de répartition des dépenses suivant :

- certains achats ou équipements de mobilier et de matériels informatiques pour le personnel Enseignants référents scolaires, liés à la mise en œuvre du projet personnalisé de scolarisation, sont financés directement par le Département. Ils sont la propriété du Département et financés sur l'enveloppe de crédits annuels.
- les frais de fonctionnement liés à la mise en œuvre du projet personnalisé de scolarisation (photocopies, petites fournitures de papeterie affranchissement...) sont pris en charge par le GIP-MDPH sous la forme d'une somme forfaitaire annuelle versée au collège accueillant un enseignant référent. La téléphonie, l'abonnement Internet sont pris en considération dans les dotations de fonctionnement à verser aux collèges.

Ces modalités de fonctionnement sont décrites dans la convention jointe à ce rapport.

Le GIP-MDPH inscrit et verse une somme forfaitaire pour chaque établissement concerné par l'accueil physique et/ou administratif d'un enseignant référent scolaire.

La Commission permanente après en avoir délibéré ; DÉCIDE :

- d'approuver la convention de fonctionnement ci-jointe.
- d'autoriser la Présidente à la signer.
- de valider les prises en charge financières.

Pas d'observation ? ADOPTÉ en conséquence des votes ainsi exprimés.

La Présidente du Conseil départemental,



Marie-Pierre MOUTON

VOTE	Quorum	✓	Etaient présents l'ensemble des membres à l'exception de :
<u>Votants</u>			
Pour	37		
Contre	0		
Abstention	0		
Non-participation	0		M. CHABOUD
			Mme ZAMMIT-HELMER (Rep. M. MORIN)
			M. CHALEON (Rep. Mme ANTHOINE)
Unanimité		✓	M. COMBES (Rep. Mme ROCHAS)